

## Sanctions contre la Pologne et la Hongrie : quand la loi est un outil de contrôle politique aux mains de l'Union Européenne



La Hongrie de Viktor Orbán et la Pologne d'Andrzej Duda sont-elles vraiment pointées du doigt par Bruxelles en raison de leurs violations des règles de la démocratie ?

Avec Alexandre Del Valle

En réalité, quand on compare le sort des « démocraties illibérales » avec celui des régimes post-démocratiques ouest-européens qui sont devenus eux-mêmes des gouvernements de juges qui se méfient par-dessus tout de la volonté du peuple et qui ont dépourvu les parlements nationaux de leur rôle souverain, on a plutôt l'impression que le droit « européen » et les sacro-saints droits de l'homme sont devenus des outils de contrôle politique autoritaire aux mains de la « supra-société » post-nationale et post-démocratique qu'est devenue l'Union européenne? En observant les événements de ces dernières années, force est de constater que c'est surtout le phénomène du « deux poids deux mesures » qui prime: le respect du règlement intérieur s'applique d'abord et surtout aux élèves rétifs à la « bonne » idéologie : les pays hostiles à la fin de la souveraineté nationale, à l'islamisation, à l'immigration extra-européenne incontrôlée et au pouvoir des « minorités tyranniques ».

### **Pologne et Hongrie : les deux « pires » mauvais élèves de l'Union avant les Italiens de la Ligue et les Anglais du Brexit**

A en croire les alertes incessantes concernant la Hongrie et la Pologne, il semblerait que ces deux leaders du Groupe de Visegrad ne cessent d'enfreindre les lois de l'Union Européenne, de menacer les règles du droit, de bafouer les libertés civiles et la démocratie, bref de « défier » les valeurs libérales-démocratiques de l'Union. Ces accusations ne manquent pas de susciter l'inquiétude chez nombre de citoyens de l'Union à qui l'on explique que les populistes hongrois, polonais et depuis peu italiens ou brexiteurs anglais, sont l'équivalent de la « peste brune », l'incarnation d'un nouveau « fascisme », etc. Et c'est peut-être là le piège néo-impérial tendu par les eurocrates de plus en plus censeurs, idéologues et en fin de compte autoritaires : lorsqu'une institution supranationale s'arroge à ce point le monopole du Bien et décide de nommer ses « valeurs » par des termes aussi forts que « libertés » et « démocratie », tout en diabolisant à outrance et à coups de *reductio ad hitlerum* tous ceux qui s'imposent à son magistère, nous ne sommes plus dans une organisation internationale de pays souverains, ni même dans une confédération, mais dans une fédération de type impériale. Rappelons en effet que les deux caractéristiques de l'empire sont : une idée absolue (monisme), totalitaire (hard comme l'islamisme, le nazisme ou le communisme) ou soft (comme Mc World ou l'UE) à laquelle tous doivent se soumettre dans un but d'unification, puis une absence totale de limite territoriale (l'empire a vocation à s'étendre indéfiniment, en l'occurrence au détriment de l'étranger proche russe pour l'OTAN et l'UE). Cette double notion d'idée totale et de non-limite correspond exactement à ce qu'est devenue aujourd'hui l'Union européenne depuis la dérive post-nationale et post-démocratique de celle-ci.

---

## Un empire soft anti-identitaire en train de tuer un grand civilisationnel

En fait, la dérive normative, moraliste et justicialiste de l'Union camoufle, d'une part, le caractère éminemment politique (visée expansionniste et unificatrice de l'UE) de son projet et, d'autre part, toute critique de son évolution contra-civilisationnelle et post-démocratique nécessairement entachée de suspicion « anti-démocratique », donc « fasciste ». Certes, il se peut fort bien qu'il y ait techniquement « infraction » en Pologne comme en Hongrie, notamment sur la question de la séparation des pouvoirs condition même de la démocratie libérale. Et c'est d'ailleurs à la majorité que le Parlement européen a voté le déclenchement de la procédure selon l'Article 7 (il y a un peu plus d'un an pour la Pologne et tout récemment pour la Hongrie) afin de punir des régimes récalcitrants. Toutefois, force est de constater que sur la pieuse indignation de l'Europe planent des enjeux en réalité tout autres que le maintien des nobles valeurs libérales-démocratiques de l'Union.

Sous couvert d'une infraction, c'est en réalité une vision du monde que l'Union européenne entend sanctionner, celle des nations souveraines qui ne veulent pas passer de la démocratie parlementaire (majorité souveraine de députés élus par le peuple afin de poursuivre un programme) à la démocratie des juges et des lobbies particularistes dissimulés derrière l'ordre supra-constitutionnel et supra-juridique des « droits de l'homme ». Si l'on considère que la Pologne et la Hongrie font l'objet de continuel rappels à l'ordre, dénonciations publiques et sanctions, cela fait apparaître le caractère subversif et trublion de ces deux pays. Mais si l'on rappelle que ce sont également les deux pays d'Europe centrale les plus fermes sur l'immigration, les valeurs traditionnelles et le contrôle des frontières, et que leurs dirigeants sont les plus nationalistes d'un point de vue politique et chrétiens d'un point de vue civilisationnel, il n'échappe pas à l'observateur lucide que ces pays « patriotes-identitaires » contrarient l'Union européenne pour une raison bien plus stratégique et existentielle que la défense de la liberté de la presse ou l'indépendance des juges. Il suffit d'ailleurs de comparer leur situation à celle d'autres pays comme la Grèce par exemple, qui a quant à elle été en infraction depuis le début de son adhésion (falsification des comptes nationaux) et a été dirigée par des extrêmes (de gauche) sans que ces deux tares n'entraînent les mêmes courroux de la part des dirigeants de l'Union. En fin de compte, ce qui sépare Athènes de Budapest et Varsovie, c'est que le gouvernement grec est d'extrême-gauche et non de droite « dure » ou « extrême » (ce qui sera toujours pardonnable), alors que Victor Orban et Andrzej Duda sont à « très à droite », et non pas à « l'extrême-droite » comme on le dit trop souvent de façon caricaturale : rappelons que le Fidesz pro-israélien d'Orban (membre du parti populaire européen, PPE) a mené une lutte acharnée contre le parti Jobbik hongrois, extrémiste et antisémite, et que le PiS polonais de Duda continue de voter largement dans le sens du PPE. Cette politique du deux poids deux mesures (l'extrême-gauche fréquentable et pardonnable et la droite patriotique inexcusable) est une constante avec l'Union européenne. Elle repose essentiellement sur une question de « vision du monde », existentielle, qui oppose une vision nationale ou « patriotique » à une vision post-nationale ou « mondialiste ». Ainsi, en 2009 le Polonais Duda déclarait que pour lui, l'Union européenne était une « communauté imaginaire », une idée qu'un De Gaulle ne démentirait pas aujourd'hui s'il voyait ce qu'était devenu le projet européen qu'il ne concevait qu'en tant qu'Europe des Nations souveraines. En 2013, un haut gradé de Civic Platform (fondé par l'actuel président – polonais – de l'UE, Donald Tusk) avait été enregistré en train de déclarer que « l'Etat polonais n'existe qu'en théorie ». Deux partis, deux visions, et il n'est pas difficile de distinguer la plus opportune pour « l'impérialisme européen » selon lequel les nations souveraines et les identités traditionnelles (judéo-chrétiennes) doivent cesser d'entraver sa « grande marche du progrès ». Ainsi le PiS (Droit et Justice, au pouvoir en Pologne depuis 2015) est lourdement critiqué par les Eurocrates et les capitales européennes les plus « cosmopolitiquement correctes » de sorte que la Pologne a été sanctionnée pour une loi (démocratiquement adoptée) qui a mis à la retraite les juges âgés de plus de 65 ans, soit les deux tiers des juges de la Cour constitutionnelle, alors qu'en 2007, c'était le parti Civic Platform de Donald Tusk qui avait placé une majorité d'affiliés à son parti à la Cour constitutionnelle sans que cela ne fasse grand bruit dans nos contrées. Une fois de plus, le deux poids deux mesures est de rigueur, et l'indignation « démocratique » sélective. De même, la Pologne a été récemment très fortement critiquée pour sa loi qui criminaliserait tout propos visant à associer le pays aux « crimes nazis commis par le troisième Reich », notamment en ce qui concerne les « camps de la mort polonais ». La mesure – effectivement controversée – pourrait donc voir condamner des rescapés des camps parlant de leur expérience. La communauté internationale s'en est donc s'émue, et l'on craint ainsi le « retour de l'antisémitisme » par voie de censure. Alors même que le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a solennellement démenti toute idéologie antisémite du pouvoir polonais et que les dirigeants nationalistes polonais ont surtout voulu souligner l'horreur du nazisme et du communisme afin de ne pas accabler le peuple polonais dans l'identité sans toutefois réhabiliter l'antisémitisme, l'Union européenne n'a en revanche (tout comme la gauche « antifa ») jamais dédaigné s'interroger sur la haine anti-juive, bien présente et physiquement violente, qui sévit partout dans des pays ouest-européens du fait non pas de la droite radicale, plutôt pro-israélienne, mais de la venue massive d'immigrants extra-européens et de la montée de l'islamisme radical foncièrement judéophobe. On voit donc encore qu'il s'agit d'une indignation à deux vitesses, ou encore d'un anti-racisme-antifascisme à géométrie variable toujours tourné contre les seuls Blancs-européens-chrétiens de droite et jamais contre les extra-européens antijuifs ou la gauche judéophobe-antisioniste. Cette dissymétrie ne laisse aucun doute sur l'instrumentalisation de combats nobles (la lutte contre l'antisémitisme et l'antinazisme-fascisme) au service d'un projet supranational post-démocratique hostile aux peuples souverains qu'est en train de devenir l'Europe néo-impériale droit-de-l'hommiste et atlantiste.

## La Hongrie et l'Union européenne : un jeu du chat et de la souris, avec au milieu, la « question Georges Soros »...

En septembre 2018, l'Article 7 était déclenché par le Parlement Européen à l'encontre de la Hongrie, procédure qui doit déterminer s'il y a eu rupture avec les « valeurs fondamentales » de l'Union en termes de droits civils, de libertés et de démocratie. Ce n'est que la seconde section de l'Article 7 qui prévoit des sanctions contre l'Etat en infraction, et il est admis que les élections européennes de 2019 mettent cette étape en suspens pour le moment. Accusée de « mettre en danger » l'indépendance des juges, de museler les médias et d'attenter aux libertés civiles, la Hongrie pourrait perdre son droit de vote comme la Pologne en décembre 2017. En faisant passer une loi visant à refondre les critères d'accréditation des universités, le gouvernement Orban s'est retrouvé dans le viseur de l'Union européenne et la loi en question n'aurait poursuivi qu'un seul but selon Bruxelles : se débarrasser de la CEU, l'Université d'Europe Centrale fondée en 1991 par Georges Soros et financée par ses millions. D'après Bruxelles (où le milliardaire américano-

hongrois entretient un réseau de fonctionnaires fidèles et près de deux cent députés cosmopolitiquement corrects amis), une « grande » université, la « meilleure » d'Europe centrale paraît-il (car elle est anti-souverainiste et multiculturaliste) se verrait ainsi contrainte de fermer ses portes... Par cette mesure « injuste », qui « déferait » les principes de l'UE, le gouvernement hongrois chercherait à « faire taire les voix dissonantes porteuses de liberté » telles que formées par la vision nécessairement progressiste, diversitaire, cosmopolite et démocratique de la CEU. Or l'opposition Orbán/Soros n'est pas nouvelle : le président hongrois a régulièrement accusé le « philanthrope » de miner la souveraineté hongroise, et ce non sans raison. En effet, Soros finance une pléthore d'ONG et autres associations qui, si elles défendent parfois des intérêts divergents, trouvent un terrain d'entente certain dans l'effet produit : la dissolution des frontières nationales, culturelles et identitaires. A nouveau, la coïncidence est trop grande pour ne pas voir un souci particulier de l'Union européenne de défendre l'idéologie financée par Soros sous prétexte de sanctionner une infraction aux libertés de la part de la Hongrie. De même, lorsque la Hongrie cible en particulier les ONG financées par l'étranger (ce qui toucherait en particulier les organes soutenus par Soros), on ne peut que noter l'empressement de l'Union à investiguer la « légalité » des attaques hongroises, et a contrario son indifférence complète lorsqu'il s'agit de salafistes aux commandes d'institutions françaises par exemple... Il ne s'agit donc pas de blanchir la Hongrie (ou la Pologne) de tout soupçon, mais plutôt de constater que la sévérité de l'Union est à géométrie variable et qu'elle sert avant tout ses intérêts idéologiques et stratégiques néo-impérialistes soft. L'indépendance de la justice en Pologne et en Hongrie est un souci majeur de l'Union, mais le gauchisme des juges rouges français (qui poursuivent systématiquement non pas les contempteurs de l'islam mais ses analystes) ne semble pas poser le moindre problème, et pour cause : il ne s'agit pas de « libertés » ou de « démocratie », mais de politique.

## **Des médias muselés en Hongrie et en Pologne, mais libres ailleurs ?**

Emmanuel Todd déclarait récemment que la désinformation sur la Pologne et la Hongrie est du « pur délire ». On est tenté de le croire, a fortiori à la lumière des médias français, belges ou encore britanniques. Lorsque Trump avait annoncé ce qui fut relayé dans la presse mondiale comme le « muslim ban » (en réalité le « travel ban »), alors que le discours complet annonçait une fermeture des frontières aux ressortissants de sept pays musulmans (pas tous, mais seulement les moins sûrs, les Etats-faillis dépourvus d'ordre) « en attendant d'en savoir plus », la presse mondiale s'était bien gardée de publier cette dernière phrase qui pourtant montrait que la décision du président américain était bien plus nuancée qu'une interdiction brutale. Le mensonge flagrant sur nombre de déclarations de Trump ne donne lieu à aucune dénonciation de la part de l'Union européenne sur la liberté de la presse ou sa neutralité. De même en Belgique, les médias sont massivement à gauche, la presse francophone ne servant les propos d'un Bart de Wever (président du mouvement séparatiste flamand) que hors-contexte, ou fustigeant sans cesse les mesures prises par le secrétaire à l'Asile et l'Immigration Théo Francken sans jamais en donner les détails. Dans ce pays, Michaël Modrikamen, pourtant célèbre ex-avocat de la Fortis et actuel président du parti populaire (proche de Steeve Bannon avec il a fondé The Movement), est interdit de télévision alors qu'il est interviewé dans le monde entier. Et toujours en Belgique, temple du politiquement correct, les islamistes ultra-radicaux du parti Islam, adeptes de la Charià, ont plus d'audience, d'écoute et sont moins diabolisés ou moins traités de « racistes » que la droite identitaire démocratique. Plus ubuesque encore, on dénonce le « fascisme » du parti populaire dont le président, juif, Modrikamen, est très pro-israélien et ennemi des antisémites, mais jamais l'antijudaïsme décomplexé des mêmes islamistes qui ont des élus pro-charià. On pourrait également parler de la France, où le CSA, censé garantir l'impartialité de la presse audio, radio et écrite, n'a jamais remis en question l'absence totale d'équité dans les médias publics, où la gauche et l'extrême-gauche immigrationnistes sont sur-représentées et la droite souverainiste quasiment absente ou uniquement dépeinte de façon diabolisante. Par contraste, les presses polonaises et hongroises non seulement se portent bien, mais sont autrement plus variées dans leurs lignes éditoriales que les grands journaux français, belges, espagnols, allemands, portugais, suédois ou britanniques.

## **PPE versus Fidesz et alliance géoéconomique Hongrie-Chine**

On a souvent mis la Hongrie et la Pologne dans le même sac, celui très à droite de « l'illibéralisme fascisant » face aux « lumières progressistes de l'Union européenne » qui déroule à chaque fois un tapis rouge au milliardaire George Soros parrain des No Borders et des ONG pro-Migrants clandestins. Pourtant, le « danger » posé par la Hongrie – et qui justifierait donc l'attention toute particulière de l'Union – est très différent. Le réchauffement des relations entre Budapest et Moscou, les investissements chinois massifs dans le chemin de fer hongrois, l'opposition grandissante des membres de Fidesz au sein du PPE avec la ligne politique du parti européen, font de la Hongrie un cas à part et particulièrement épineux, d'un point de vue à la fois idéologique et géopolitique. En gardant Fidesz en son sein, plusieurs membres du PPE, le plus grand parti européen, avaient cru pouvoir « influencer » Viktor Orbán. Jusqu'ici, cela s'est soldé par un échec. Et la question se pose maintenant du risque que ferait courir Fidesz : avec onze membres dans le PPE, qui votent de plus en plus contre la politique du parti de centre-droit européen, le PPE perd de cet avantage crucial dans les décisions au parlement. Si Fidesz faisait sécession, il pourrait également emmener d'autres parlementaires d'Europe centrale, affaiblissant encore plus le PPE et renforçant peut-être les rangs de l'ECR (parti conservateur réformiste, troisième parti européen mais avec moins de 80 membres là où le PPE compte près d'un tiers du parlement européen).

Un autre aspect du problème, de dimension géo-économique, mérite d'être brièvement abordé : les investissements chinois en Hongrie pour un chemin de fer qui relierait le port du Pirée en Grèce à Budapest et traverserait jusqu'en Allemagne ont récemment fait l'objet d'une enquête de l'Union européenne. La Hongrie aurait en effet « fait défaut à la loi sur les appels d'offre » pour les marchés publics. Or il ne semble pas que l'Union ait fait preuve d'autant de précaution pour le port du Pirée (Grèce), maintenant détenu à 67% par la compagnie chinoise COSCO. C'est que les sanctions européennes à l'encontre de la Hongrie passent notamment par la réduction des subsides de l'Union, or l'investissement chinois qui financerait le rail Pirée-Budapest à 85%, donnerait à la Hongrie les moyens de compenser et donc de s'affranchir de la tutelle de l'Union européenne. Cette dernière n'a par ailleurs pas de problème à passer des accords aux montants astronomiques avec la Chine. Mais cela n'est pas du goût de l'UE qui manie le bâton de la guerre économique et la carotte des subsides européens pour maintenir le plus possible des pays récalcitrants dans le giron atlanto-bruxellois. Bref, tout doit être fait fait, comme en Grèce ou au Portugal, pour que les fonds structurels européens et autres prêts soient des instruments de soumission des pays-membres, et tout doit être entrepris pour que les « indépendantistes » soient dissuadés de

---

diversifier leurs dépendances et leurs redevances.

## **Conclusion**

Les mots démocratie, libertés, règles du droit, sont porteurs de grande légitimité, et nous y sommes tous attachés en tant qu'adeptes de la démocratie. Mais dans le cadre de l'Union européenne post-démocratique et de plus en plus orwellienne, attachée à démonétiser la souveraineté, ces termes sont souvent employés comme des paravents idéologiquement corrects dissimulant une dérive à la fois post-nationale et post-démocratique de l'Union Européenne qui a recours à l'arsenal juridique de la démocratie libérale dévoyée pour contrôler/soumettre ses Etats membres les plus rétifs. En réalité, le politique ne cède jamais, pas même à la loi, comme le montre la procédure enclenchée contre la Hongrie, en suspens en attendant les élections européennes de 2019. Manfred Weber, président du PPE, fut d'ailleurs longtemps un allié de la Hongrie et un défenseur de Victor Orban avant de comprendre finalement que dans sa course à la présidence de la Commission européenne, il trouverait des appuis plus précieux et influents parmi les politiciens les plus critiques vis-à-vis de la Budapest diabolisée d'Orban. Depuis, il n'a cessé de fustiger les « dérives » de ce dernier, alors qu'il en avait été le défenseur auparavant. Paris vaut bien une messe, et Bruxelles une volte-face idéologique. Comme pour l'islamisme, l'impératif est de se soumettre au dogme impérial, en l'occurrence une idéologie supranationale tournée contre les nations souveraines.